

COMPTE-RENDU CONFÉRENCE **19 Avril 2008**

(Source : Quotidien libanais « L'Orient-Le Jour » du 24 avril 08)

Organisée à l'occasion de la journée mondiale pour l'action contre les BASM
Par le comité national de sensibilisation au danger des mines et le Comité national de
l'aide aux victimes des mines
Avec le soutien du Centre National du déminage de l'armée libanaise et l'Association
Norvégienne de l'aide populaire.

Le Liban ne sera plus infesté de mines en 2012... sauf le long de la ligne bleue
Les bombes à sous-munitions ont fait 301 victimes depuis août 2006.

À l'occasion de la Journée mondiale pour l'action contre les bombes à sous-munitions, célébrée chaque 19 avril, le comité national de sensibilisation au danger des mines et le comité national de l'aide aux victimes des mines ont organisé une conférence avec le soutien du centre national du déminage de l'armée libanaise et de l'association norvégienne de l'aide populaire. La conférence s'est tenue à l'hôtel « Monroe » en présence de représentants de plusieurs ONG impliquées et de représentants des donateurs.

La conférence a commencé par une présentation effectuée par le lieutenant-colonel Youssef Mechref, responsable au Centre libanais de lutte anti-mines, travaillant en coordination avec l'armée, les ministères concernés, les organisations internationales et les ONG.

Il a souligné qu'avant la guerre de 2006, le dossier des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions avait été traité à deux reprises, en 1990, après la guerre et en 2000 après le retrait israélien.

Le lieutenant-colonel Mechref a indiqué qu'avant juillet 2006, on nettoyait le Sud des mines antipersonnel, mis à part les 370 000 bombes plantées le long de la ligne bleue. Après la guerre de juillet, il fallait faire face aux bombes à sous-munitions dont plus d'un million ont été larguées au Liban-Sud, a-t-il dit, rappelant que la plupart d'entre elles n'ont pas explosé parce qu'elles datent des années soixante-dix.

Il a noté qu'en 2012, le Liban devrait être nettoyé de toutes les mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions. Cela devrait englober notamment le Liban-Nord et le Mont-Liban, a-t-il dit.

Il a également souligné que 73 % des bombes à sous-munitions larguées par Israël durant la guerre de juillet 2006 ont été nettoyées ainsi que 57 % des mines antipersonnel plantées dans le territoire libanais. Il a indiqué que la priorité du nettoyage va certes aux champs agricoles, notamment aux champs d'oliviers, d'agrumes, de tabac et de blé.

Le lieutenant-colonel Mechref a souligné que les mines antipersonnel et les bombes à sous-munition ont fait 4 272 victimes au Liban, dont 1 875 tués.

Notant que ces victimes sont difficiles à quantifier, surtout avant la fin de l'occupation israélienne, il a indiqué que depuis le retrait de 2000, les chiffres étaient en baisse, jusqu'en juillet 2006. Ainsi, les sept premiers mois de 2006, trois personnes sont mortes à cause des mines antipersonnel, alors que les quatre derniers mois de cette même année, le nombre des victimes des sous-munitions et des mines a atteint les 204, un record depuis 2000.

Au total, depuis le 14 août 2006, 301 personnes ont été victimes des bombes à sous-munitions, 40 personnes d'entre elles en ont été tuées, a-t-il dit.

C'est ensuite Ziad Khoueiss, le représentant du Comité national de sensibilisation au danger des mines, qui a pris la parole. Il a indiqué que le comité a entamé son travail en 1998. Il avait pour but d'aider la société civile dans la lutte contre les mines antipersonnel, notamment en ce qui concerne l'aide octroyée aux blessés.

Enumérant les 17 membres du Comité national de sensibilisation au danger des mines, il a cité notamment l'Unicef et l'association norvégienne de l'aide populaire qui financent la plupart des activités du comité national.

M. Khoueiss a ensuite mis l'accent sur les activités planifiées pour 2008, notamment la distribution de brochures relatives aux bombes à sous-munitions et aux mines antipersonnel dans toutes les régions libanaises, la signature d'une pétition pour lutter contre les bombes à sous-munitions et la campagne dans les écoles pour sensibiliser les étudiants au problème.

L'initiative d'Oslo. Pour sa part, la représentante de l'association norvégienne de l'aide populaire, Wafaa el-Yassir, a indiqué que des activités sont organisées actuellement dans une quarantaine de pays, aux quatre coins du monde, afin d'appeler les dirigeants à mettre un terme à l'utilisation de bombes à sous-munitions.

« Aujourd'hui, plus de soixante-dix États possèdent des bombes à sous-munitions ; si la production de ce genre d'armes se poursuit, les résultats seront catastrophiques sur le plan humanitaire », a-t-elle ajouté.

Mme el-Yassir a indiqué qu'après la guerre de juillet 2006 au Liban, le gouvernement norvégien a lancé en 2007 « l'initiative d'Oslo » qui vise à parvenir à une convention interdisant l'utilisation, la fabrication et la vente de bombes à sous-munitions, et cela avant la fin de 2008.

« Comme la protection de l'être humain est à la base des valeurs défendues par l'association norvégienne de l'aide populaire, nous avons œuvré en Norvège et ailleurs pour soutenir la campagne contre les bombes à sous-munitions », a noté la représentante de l'ONG.

À L'Orient-Le Jour, elle a indiqué que l'association qu'elle représente verse trois millions de dollars par an pour le déminage, ainsi que 500 000 dollars annuels pour les blessés des mines. Présente au Liban depuis 25 ans, l'association norvégienne pour l'aide populaire travaille auprès des blessés des mines antipersonnel au Liban-Sud depuis 2000. L'association a également d'autres projets. Elle travaille depuis 1983 sur un programme avec les handicapés. L'association œuvre également à l'intérieur des camps palestiniens.

Sans comptabiliser ses projets relatifs au déminage, chaque année l'association norvégienne dépense trois millions de dollars au Liban.

« Nous ne sommes pas la seule association norvégienne présente dans le pays. Il y a d'autres qui sont également impliquées et qui sont en train de mettre en place des projets et d'aider comme nous le peuple libanais. D'ailleurs, une ambassade a ouvert ses portes à Beyrouth, il y a six mois. »

Des personnes ayant perdu leurs bras ou leurs jambes ont pris part à la conférence d'hier. Parmi eux Zeinab, âgée de 42 ans. Elle est originaire de Nabatiyeh. C'est en 2006 qu'elle a perdu sa jambe dans l'explosion d'une bombe à sous-munitions. Elle était dans les champs. Depuis, toute sa vie a basculé. Son mari l'a quittée. Elle vit désormais avec ses deux enfants âgés de 14 et de 11 ans. C'est sa mère qui l'aide à la maison. Elle a les larmes aux yeux quand elle raconte son histoire et confie que jusqu'à présent, elle ne s'est pas habituée à son corps. Mahmoud a 18 ans. Il avait 12 ans durant l'été 2000 quand il avait marché dans un champ de mines. C'était à Aïta el-Chaab. À l'époque, le déminage ni le marquage du terrain n'avaient encore commencé. Mahmoud jouait au foot avec cinq autres enfants, trois de ses camarades ont été tués. Le jeune homme, qui prépare actuellement son bac, affirme qu'il s'est habitué à sa jambe artificielle et qu'il mène une vie normale.

Ali avait 22 ans en 2002 quand il avait été blessé dans une oliveraie de Nabatiyeh. Il était travailleur saisonnier. Il cueillait des olives quand une bombe à sous-munitions accrochée à une branche a explosé. Ali a perdu sa main droite. Il est resté trois mois dans le coma. Lui qui n'a jamais été gaucher écrit désormais avec sa main gauche. Il a suivi des cours d'informatique dispensés par l'association al-Jarha, relevant du Hezbollah et destinée aux handicapés. Mais depuis qu'il a perdu sa main Ali, qui était travailleur saisonnier, n'a plus jamais retrouvé un emploi.